

Requiem pour le Mexique

Kalina Bertin

Numéro 324, été 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/90903ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bertin, K. (2019). Compte rendu de [Requiem pour le Mexique]. *Liberté*, (324), 69–69.

Requiem pour le Mexique

KALINA BERTIN

L'année 2018 a été décrite comme la plus violente de l'histoire moderne du Mexique. Bilan : au terme du mandat du président sortant, Enrique Peña Nieto, la guerre contre le narcotrafic amorcée par l'État en 2006 aura causé plus de 200 000 morts et plus de 30 000 disparitions. En ciblant les dirigeants du cartel de la drogue, l'armée – muscle principal de cette lutte – aura provoqué l'éclatement du crime organisé en factions et transformé chaque recoin du pays en théâtre d'affrontements. Les membres de la société civile sont ainsi devenus la cible d'enlèvements et d'extorsions, tandis que les activités illicites n'ont fait que proliférer et se diversifier. Enfin, la collusion entre les forces de l'ordre et l'industrie des stupéfiants finirait d'expliquer l'échec de cette lutte.

Alors que près de 53 millions de Mexicaines et de Mexicains vivent dans la pauvreté, la corruption gangrène les institutions gouvernementales et nourrit la violence systémique qui mène le pays vers une descente aux enfers. Le président gauchiste fraîchement élu, Andrés Manuel López Obrador, promet de rétablir la paix sociale au cours de son mandat. Le défi est de taille. Mais le mal est plus profond. Après plus de dix ans de guerre civile, il semble essentiel d'examiner les ramifications d'un tel climat de violence dans l'inconscient collectif. C'est exactement ce que propose le réalisateur Everardo González, qui, dans son poignant documentaire *La libertad del diablo* (*La liberté du diable*, 2017), nous fait entrer dans l'état psychologique du pays qui est le sien, rongé par l'insécurité et l'injustice sociale.

La structure narrative du film est simple : une série d'entretiens intimes, dirigés par le réalisateur (dont on entend les questions hors-champ). Or, González transcende le style *talking heads* en insérant dans sa démarche un objet bien particulier qui viendra définir la direction artistique. Chacune

des personnes interrogées – qu'elle soit bourreau ou victime – revêt une cagoule, dont les orifices ne donnent à voir que les yeux, le nez et la bouche (accessoire nous rappelant d'ailleurs les bandages des grands brûlés). « Comment décrirais-tu une personne qui torture ? » Le regard des victimes, fixé vers la caméra, nous atteint. Une jeune fille raconte l'enlèvement de sa mère. Un homme se rappelle son arrestation sur la route, sans motif ; il sera battu et violé par les policiers. Une mère détaille la découverte du corps de ses deux fils dans une fosse commune, au milieu du désert, après que la police les eut embarqués. « Comment est-ce qu'on se sent lorsqu'on enlève la vie à quelqu'un ? » Ce sont maintenant les tortionnaires (deux jeunes tireurs à gages, un policier de la force fédérale et un ex-militaire), eux aussi cagoulés, qui avouent et décrivent leurs crimes.

Ce masque, qui provoque une forme d'aversion, ne semble à première vue servir qu'à dissimuler l'identité des sujets qui se livrent à des témoignages compromettants. Mais il devient surtout, en les déshumanisant, le symbole d'une psychose sociale qui a envahi le pays. Et sa signification s'enrichit encore lorsque les voix des deux camps se rencontrent grâce au montage. En occultant l'individualité des témoins, en brouillant les frontières entre victimes et bourreaux, puis en liant leurs sorts, le réalisateur rend tangibles les engrenages d'un système déshumanisant dont tous sont prisonniers. *La libertad del diablo* prend dès lors l'allure d'un film choral où, peu à peu, les voix tracent à l'unisson le visage des véritables responsables de ce chaos : les classes de pouvoir d'où surgissent toutes formes de corruption, avant de se propager, tel un virus, vers les échelons sociaux inférieurs. Brillant par leur absence physique, ces politiciens, hauts commandants de l'armée, chefs de police et narcotrafiquants se révèlent les réels bénéficiaires économiques des violences décrites.

EVERARDO GONZÁLEZ

LA LIBERTAD DEL DIABLO
MEXIQUE, 2017, 74 MIN.

González ne cherche pas pour autant à déresponsabiliser les bourreaux. Ces derniers l'affirment eux-mêmes : cette vie, ils l'ont choisie. Mais si la violence leur a d'abord semblé être un outil de prise de pouvoir qui leur permettrait de s'élever au-dessus de l'aliénation réservée aux classes populaires, elle les mène ultimement vers l'asservissement, vers un état morbide, situé quelque part entre la vie et la mort. Avec cette démarche qui, pour une des premières fois dans ce conflit, permet un dialogue avec les tortionnaires, les invitant à réfléchir aux conséquences de leurs crimes, le réalisateur tente d'amorcer une forme de réconciliation sociale. Et c'est dans ce même ordre d'idées qu'il cherche à conscientiser – et peut-être même à responsabiliser – les victimes, chez qui la haine et la soif de vengeance sont également susceptibles de perpétuer un cercle vicieux de violence.

Dans un contexte médiatique où la mise en spectacle de la barbarie domine nos écrans, cette œuvre, à la fois viscérale et lyrique, impose une urgente réflexion sur les rapports qu'entretiennent nos sociétés avec la violence. Malgré la popularité des titres exploitant la thématique du crime organisé au Mexique – *Narcos* ou *El Chapo* –, *La libertad del diablo* peine à trouver une diffusion adéquate aux États-Unis et au Canada. C'est que la démarche audacieuse de González – à laquelle on pourrait ajouter celle de Julien Elie dans *Soleils noirs* (2018) – est en opposition radicale avec le traitement sensationnaliste qu'on emploie d'ordinaire. Si son film n'offre aucune échappatoire, aucune catharsis, il articule toutefois une critique lucide d'un système social macabre où seules les forces diaboliques peuvent s'épanouir librement. (L)